

## Dans quels cas faut-il obtenir un code LEI pour pouvoir effectuer des transactions de quotas et autres unités carbone<sup>1,2</sup> ?

### Qu'est-ce qu'un code LEI « Legal Entity Identifier » ?

L'identifiant d'entité juridique (désigné par son acronyme en anglais : LEI) est un code alphanumérique à 20 caractères basé sur la norme ISO 17442 développée par l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Il est lié à des informations de référence clés permettant d'identifier de façon claire et unique des entités juridiques participant à des transactions financières. Pour résumer, la base de données des LEI accessible au public peut être considérée comme un répertoire mondial améliorant considérablement la transparence sur le marché mondial. Source : Global Legal Entity Identifier Foundation (GLEIF) : <https://www.gleif.org/fr/about-lei/introducing-the-legal-entity-identifier-lei>

### Pourquoi obtenir un code LEI ?

Dans certains cas, voir schématisation à la page suivante, ce code peut s'avérer indispensable pour faire des transactions de quotas et autres unités carbone.

### Comment obtenir un code LEI ?

Plusieurs organismes dont l'INSEE sont accrédités pour fournir un code LEI en France. La liste de ces organismes est disponible sur le site suivant : <https://www.gleif.org/fr/about-lei/how-to-get-an-lei-find-lei-issuing-organizations/>. A noter que les conditions tarifaires et délais d'obtention du LEI peuvent varier selon les organismes.

**NB : Sur le plan opérationnel, il faut tenir compte du délai d'obtention du code LEI, élément important à prendre en considération lorsqu'il s'agit d'acquérir des quotas pour effectuer la conformité réglementaire.**

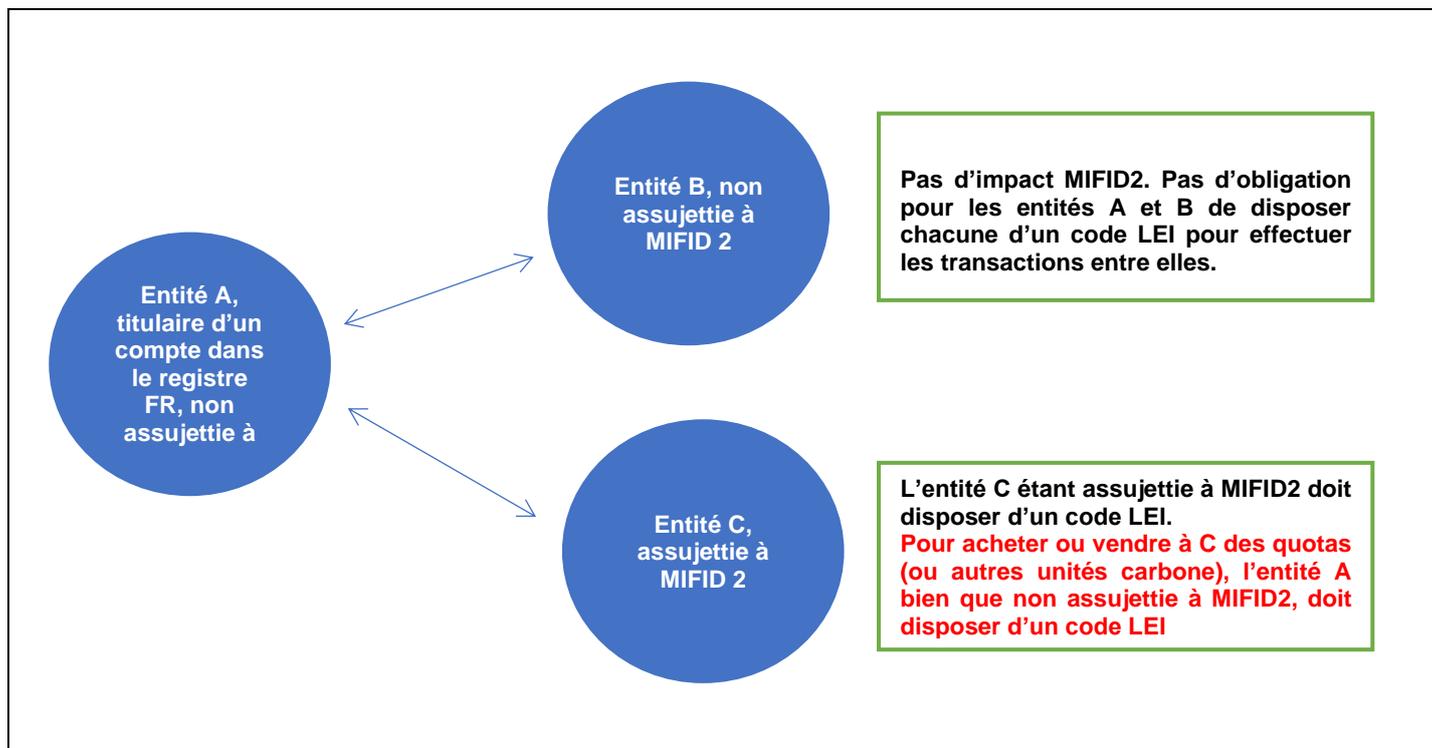
**Attention !** Si le registre européen appréhende les comptes d'exploitants d'installations fixes au niveau des installations<sup>3</sup>, la directive MIFID2 les considère pour sa part au niveau de la personne morale à laquelle ces installations sont rattachées. **Ainsi, le LEI doit être obtenu au niveau de la personne morale (SIREN en France) et non pas au niveau de l'installation (SIRET en France).** Par ailleurs, afin de déterminer le statut applicable (entité assujettie ou non assujettie MIFID2), l'exploitant d'une installation fixe devra vérifier auprès de sa société ou de la société mère du groupe auquel il appartient si celle-ci répond ou non aux critères d'assujettissement à MIFID2 compte tenu de différents paramètres, tels que le seuil d'activité accessoire de négoce de quotas ou autres unités carbone ou l'utilisation d'un logiciel de trading à haute fréquence

<sup>1</sup> En application de la directive MIFID2 et des règlements européens qui la complètent.

<sup>2</sup> Ce document ne traite pas des transactions de produits dérivés dont le sous-jacent est un quota admis aux négociations sur une plateforme de négociation - **ces transactions nécessitent également l'obtention d'un code LEI** - car les opérations sur dérivés bien que concernées par MIFID2 et MIFIR sont des contrats ne faisant pas l'objet d'une inscription dans les comptes ouverts dans le registre du SEQE.

<sup>3</sup> A la différence des comptes d'exploitants d'aéronefs.

## Vente ou achats de quotas ou autres unités carbone utilisables pour la conformité réglementaire européenne par une entité A détentrice d'un compte dans le registre FR



Les quotas et unités carbone font partie des valeurs admises aux négociations sur une plateforme de négociation. Une plateforme d'enchères de quotas est assimilée à une plateforme de négociation.

Si une transaction est effectuée entre deux entités dont aucune n'est assujettie à MIFID2, aucune des deux entités n'a besoin d'un code LEI pour cette transaction. Cas d'une transaction entre A et B.

Si une transaction est effectuée entre deux entités dont l'une est assujettie à MIFID2, les deux entités doivent disposer chacune d'un code LEI pour effectuer cette transaction. Dans ce cas l'entité C doit demander le code LEI de l'entité A pour lui acheter ou lui vendre des quotas ou autres unités carbone. Cas d'une transaction entre A et C.

Si la transaction est exécutée directement par une entité non assujettie MIFID2 au moyen d'une plateforme d'enchères (marché primaire) ou d'une plateforme de négociation (marché secondaire), cette entité doit disposer d'un code LEI et le communiquer à la plateforme.

Précision : le transfert de CER/URCE primaires émis depuis le CDM Registry de l'ONU vers un compte ouvert dans un registre national Kyoto n'impose pas de disposer d'un code LEI.

## **In which cases is it necessary to have a LEI code in order to perform allowances and other carbon units transactions<sup>4,5</sup>?**

### **What is a "Legal Entity Identifier" (LEI) code?**

*"The Legal Entity Identifier (LEI) is a 20-digit, alpha-numeric code based on the ISO 17442 standard developed by the International Organization for Standardization (ISO). It connects to key reference information that enables clear and unique identification of legal entities participating in financial transactions. Simply put, the publicly available LEI data pool can be regarded as a global directory, which greatly enhances transparency in the global marketplace."*

Source: Global Legal Entity Identifier Foundation (GLEIF): <https://www.gleif.org/en/about-lei/introducing-the-legal-entity-identifier-lei>

### **Why get a LEI code?**

In some cases, see diagram on the next page, this code might be essential in case of allowances – or other carbon units- transactions.

### **How to obtain a LEI code?**

Several organizations - including INSEE in France - are accredited to provide LEI code under their own conditions and timeframe. The list of these organizations is available on the following website: <https://www.gleif.org/en/about-lei/how-to-get-an-lei-find-lei-issuing-organizations/>.

**NB: practically speaking, we would like to draw your attention on the time required to obtain the LEI code, an important consideration to take into account especially when comes the regulatory compliance period.**

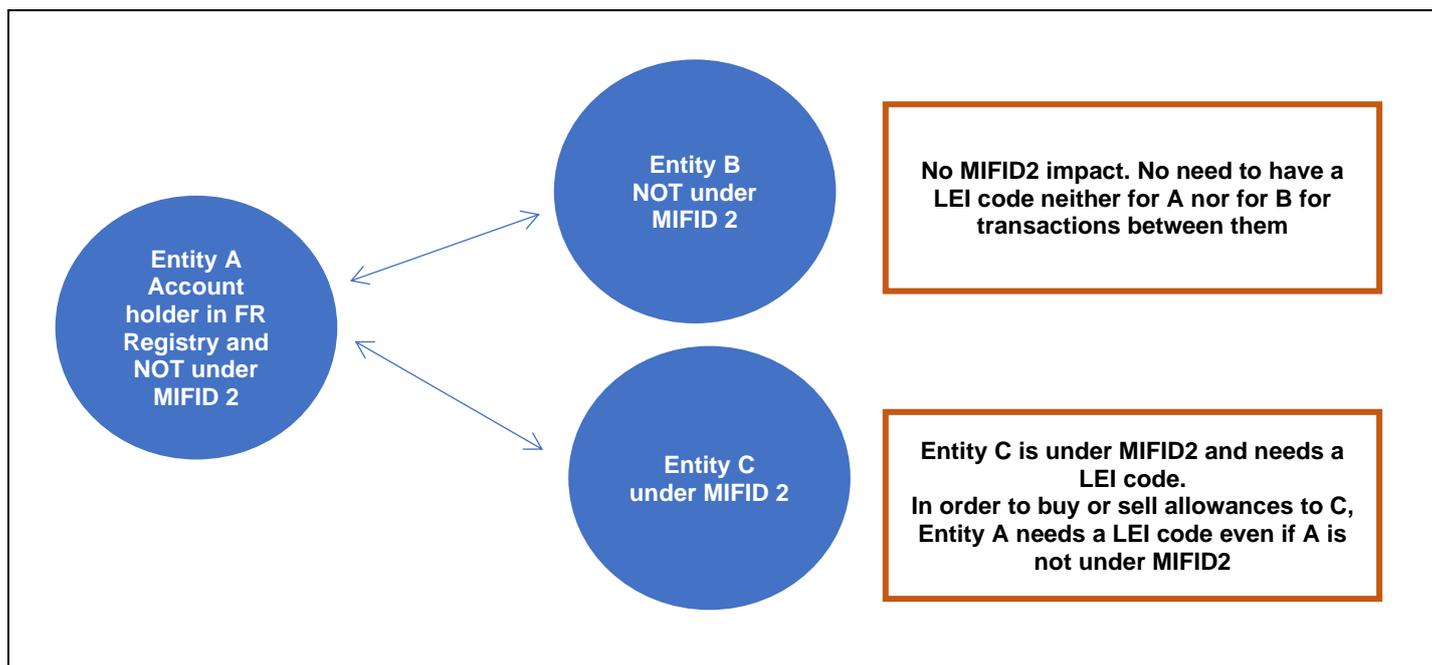
In addition, in order to determine the applicable status (entity under MIFID2 scope or not), it is highly recommended to an Aircraft operator to check (with its company or the parent company of the group to which he belongs) whether it meets the MIFID2 criteria (such as the threshold for ancillary trading of allowances or other carbon units, the use of high-frequency trading software...) or not.

---

<sup>4</sup> In application of MIFID2 directive and other EU complementary regulations.

<sup>5</sup> This document does not cover transactions of derivatives where the underlying is an allowance admitted on a trading platform - **these transactions also require a LEI code** - because trading of derivatives even though they are under MIFID2 and MIFIR regulations, are contracts out of the registered accounts in the EU-ETS registry.

**Sale or purchase -of allowances or other carbon units usable for EU ETS for compliance - by an entity "A" that holds an account in the FR registry**



**Allowances and recognized carbon units are among the securities admitted for trading on a trading platform. An auction platform is considered as a trading platform.**

**If a transaction is made between two entities that are NOT in the MIFID2 scope, neither entity needs a LEI code for that transaction. Example of a transaction between A and B.**

**If a transaction is made between two entities, one of which is subject to MIFID2, both entities must have a LEI code to carry out the transaction. In this case the entity C must request the code LEI of the entity A in order to buy (from him or her) these allowances or other carbon units. Case of a transaction between A and C.**

**If a transaction is executed directly by an MIFID2 non-subject entity through an auction platform (primary market) or trading platform (secondary market), that entity must have a LEI code and communicate it to the platform.**

**Clarification: the transfer of primary CERs / CERs issued from the United Nations CDM Registry towards an account opened in a national Kyoto registry does not require a LEI code.**